

lées, par décision du président du syndicat, à verser avant cette date un acompte au plus égal au tiers de leur cotisation pour l'exercice précédent.

Art. 16. — Le compte du syndicat est préparé par le président selon un modèle approuvé par le chef de la mission de contrôle financier des transports.

Il est accompagné de tous états de développement nécessaires, du rapport de gestion du conseil d'administration pour l'exercice considéré et des délibérations du conseil relatives à l'état des prévisions de dépenses et aux modifications qui auraient pu y être apportées en cours d'année.

Le compte est soumis au conseil d'administration qui en délibère avant le 1^{er} avril de l'année suivante celle à laquelle il s'applique et immédiatement communiqué au commissaire du Gouvernement et au chef de la mission de contrôle financier des transports qui disposent d'un délai de quinze jours pour formuler leur avis.

Si, dans ce délai, le commissaire du Gouvernement ou le chef de la mission de contrôle financier des transports n'a pas émis d'avis défavorable, le compte est considéré comme approuvé. Dans le cas contraire, il est soumis à l'approbation du ministre des travaux publics et des transports, du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre de l'intérieur.

Art. 17. — Le ministre des travaux publics et des transports, le ministre des finances et des affaires économiques et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 23 septembre 1959.

MICHEL DEBRÉ.

Par le Premier ministre :

Le Ministre des travaux publics et des transports,
ROBERT BURON.

Le ministre de l'intérieur,
PIERRE CHATENET.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
ANTOINE PINAY.

**Décret n° 59-1091 du 23 septembre 1959
portant statut de la Régie autonome des transports parisiens.**

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des travaux publics et des transports, du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre de l'intérieur,

Vu l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région parisienne ;
Vu le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 relatif à l'organisation des transports de voyageurs dans la région parisienne ;

Vu le décret n° 59-655 du 19 mai 1959 fixant la composition et les conditions de fonctionnement de la commission mixte des conseils généraux de Seine-et-Oise, Seine-et-Marne et Oise, prévue à l'article 1^{er} du décret n° 59-157 susvisé ;

Vu le décret n° 59-1090 du 23 septembre 1959 portant statut du syndicat des transports parisiens ;

Après avis du conseil d'Etat (section des travaux publics),

Décète :

TITRE I^{er}

Conseil d'administration.

Art. 1^{er}. — Les désignations des membres du conseil d'administration de la Régie, faites conformément aux dispositions de l'article 2 du décret du 7 janvier 1959, sont constatées par arrêté du ministre des travaux publics et des transports qui fixe le début du mandat des membres.

Sont renouvelés alternativement tous les trois ans, d'une part les membres de la catégorie c et la moitié des membres de la catégorie b ; d'autre part les membres de la catégorie d et l'autre moitié des membres de la catégorie b. Lors de la première réunion du conseil d'administration, un tirage au sort désigne celui de ces deux groupes dont le mandat sera renouvelé à l'issue de la première période de trois ans.

Les membres qui cessent de faire partie du conseil par décès, par démission ou pour toute autre cause sont remplacés dans les formes prescrites pour leur nomination. Le mandat des nouveaux membres expire à la date à laquelle aurait normalement pris fin celui de leurs prédécesseurs.

Cessent de plein droit de faire partie du conseil, les membres qui n'exercent plus les fonctions en raison desquelles ils avaient été désignés.

Le ministre des travaux publics et des transports peut mettre fin par arrêté au mandat des administrateurs qui n'auraient pas assisté au cours d'une année à la moitié au moins des séances du conseil.

Art. 2. — Il est interdit aux administrateurs, sous peine de déchéance, constatée par arrêté du ministre des travaux publics et des transports, de prendre ou de conserver une fonction dans une entreprise concluant une convention ou passant un marché avec la Régie, à moins qu'ils n'y soient autorisés par le commissaire du Gouvernement et le chef de la mission de contrôle financier des transports.

Lorsque le conseil d'administration de la Régie examine une convention ou un marché ayant rendu nécessaire une telle autorisation l'administrateur intéressé ne prend pas part au vote.

En outre, ces conventions et marchés sont, quelle qu'en soit l'importance, soumis à la commission des marchés des chemins de fer, avec mention de l'autorisation accordée.

Enfin, il est fait chaque année à la commission de vérification créée par l'article 56 de la loi n° 48-24 du 6 janvier 1948, un compte rendu spécial de l'exécution de ces conventions et marchés.

Art. 3. — Sous réserve des droits du commissaire du Gouvernement, le conseil d'administration se réunit sur la convocation de son président aussi souvent que l'intérêt de la Régie l'exige et au moins six fois par an.

Le président doit également le convoquer si la majorité des administrateurs en exercice le lui demande.

En cas d'absence ou d'empêchement du président, les réunions du conseil d'administration sont présidées par le vice-président.

En cas d'absence simultanée du président et du vice-président le conseil désigne un président de séance.

Pour que le conseil puisse valablement délibérer, il suffit que la moitié au moins de ses membres en exercice soit présente ; sur deuxième convocation le conseil peut valablement délibérer, avec le même ordre du jour, si le tiers au moins de ses membres en exercice est présent.

Les délibérations sont prises à la majorité. En cas de partage, la voie du président de séance est prépondérante.

L'ordre du jour est arrêté par le président et communiqué aux administrateurs, au commissaire du Gouvernement et au chef de la mission de contrôle financier des transports, en principe huit jours au moins avant la date de la séance. Il est accompagné des dossiers concernant les affaires sur lesquelles le conseil doit délibérer.

Nul ne peut voter par procuration ou par correspondance, mais un administrateur absent peut donner sur une question portée à l'ordre du jour un avis dont il sera donné lecture au cours de la séance.

Art. 4. — Le commissaire du Gouvernement peut demander l'inscription à l'ordre du jour du conseil d'administration de toute question qu'il juge utile. Il peut, le cas échéant, provoquer une réunion du conseil. Il peut également, dans les huit jours qui suivent toute délibération du conseil d'administration, demander un nouvel examen de la question débattue.

Art. 5. — Le conseil d'administration désigne un secrétaire pris en dehors de ses membres.

Les délibérations du conseil sont constatées par des procès-verbaux signés du président de séance et du secrétaire. Ces procès-verbaux sont approuvés par le conseil, en séance.

Les copies des extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou autrement sont valablement signées du président.

Art. 6. — Le conseil d'administration délibère notamment sur :

- 1° La fixation du siège de la Régie ;
- 2° La convention à passer avec le syndicat et sur ses avenants ;
- 3° Les questions relatives au statut du personnel et au règlement des retraites ;
- 4° Les prévisions budgétaires et leurs révisions ;
- 5° Les programmes d'investissements et de renouvellement du matériel et des installations ;
- 6° Les projets de travaux ou de fournitures, à l'exception de ceux dont l'approbation appartient au président ;
- 7° Les marchés qui doivent être soumis à la commission des marchés des chemins de fer ;
- 8° Les emprunts, en demandant, s'il y a lieu, l'approbation des autorités compétentes et la garantie des collectivités locales ;
- 9° La prise, l'extension ou la cession de participations financières ;
- 10° Les actions judiciaires, transactions et désistements ;
- 11° L'acquisition ou l'aliénation de tout bien immobilier, les prises ou cessions à bail de tous biens immobiliers lorsque le bail a une durée supérieure à neuf ans ;
- 12° Les comptes de chaque exercice.

Le conseil d'administration peut déléguer une partie de ses attributions et pouvoirs à son président.

Le conseil arrête son règlement intérieur.

Art. 7. — Les indemnités autres que les remboursements de frais de déplacement, dont le conseil d'administration déciderait la création au profit de ses membres, sont soumises à l'approbation du ministre des travaux publics et des transports et du ministre des finances et des affaires économiques.

TITRE II

Président du conseil d'administration et directeur général.

Art. 8. — Les pouvoirs du président sont les suivants :

- a) Il convoque le conseil d'administration dans les conditions prévues à l'article 3 du présent statut ;
- b) Il est chargé de l'exécution des délibérations du conseil d'administration et assure, entre les séances du conseil, la continuité de la représentation de la Régie ;
- c) Il contracte tous emprunts dans les limites fixées par le conseil d'administration auquel il rend compte à sa plus prochaine séance ;
- d) Il approuve les projets de travaux ou fournitures dont le montant ne dépasse pas 20 millions cette limite pouvant être relevée par décision du conseil d'administration ;
- e) Il passe les marchés après approbation, s'il y a lieu, de la commission des marchés des chemins de fer ;
- f) Il décide l'acquisition et l'aliénation de tous biens immobiliers dans les limites fixées par le conseil d'administration. Il décide la prise ou cession à bail de tous biens immobiliers lorsque le bail a une durée égale ou inférieure à neuf ans ;
- g) Il décide tous retraits, transferts, conversions, aliénations et acquisitions de valeurs ;
- h) Il prend toutes mesures conservatoires, exerce toutes actions judiciaires, fait exécuter tous jugements et arrêts, fait procéder à toutes saisies et mesures d'exécution ;
- i) Il approuve toutes dispositions prises par le directeur général concernant le personnel ayant rang de directeur ;
- j) Il liquide et ordonnance toutes dépenses, reçoit les sommes dues à la régie, donne tous reçus, quittances et décharges ;
- k) Il détermine l'emploi des fonds disponibles et le placement des réserves, il décide toutes transactions et toutes mainlevées d'inscriptions de saisie, d'opposition avant ou après paiement, tous acquiescements et désistements ;
- l) Il représente la Régie en justice et dans tous les actes de la vie civile.

Plus généralement, il a tous pouvoirs nécessaires pour assurer la bonne marche des affaires courantes de la régie, et notamment le fonctionnement de sa trésorerie.

Le président peut déléguer ses pouvoirs et sa signature.

Art. 9. — Le directeur général a compétence pour :

- Diriger l'ensemble des services ;
- Recruter le personnel ;
- L'administrer dans le cadre du statut du personnel et du règlement des retraites ;
- Déterminer les attributions de chaque agent ;
- Assurer la gestion de la Régie selon les directives et par délégation du président ;
- Signer la correspondance de service.

Il peut déléguer ses pouvoirs et sa signature.

Art. 10. — Le directeur général est assisté de deux directeurs généraux adjoints et d'un secrétaire général.

Les nominations des titulaires de ces postes sont faites par le président du conseil d'administration après avis de ce conseil et sous réserve de l'agrément du ministre des travaux publics et des transports.

Toutefois, pour la désignation des premiers titulaires, l'avis du conseil d'administration n'est pas requis.

TITRE III

Dispositions financières.

Art. 11. — La Régie autonome assure sa gestion financière et tient sa comptabilité suivant les usages du commerce.

Elle est soumise au contrôle financier de l'Etat. Ses comptes sont soumis à la commission de vérification créée par l'article 56 de la loi n° 48-24 du 6 janvier 1948.

Art. 12. — La Régie autonome peut émettre des emprunts destinés à couvrir les dépenses de premier établissement, le rachat des entreprises dont les lignes sont reprises par elle et, le cas échéant, le rachat des domaines privés de ces entreprises.

La Régie peut également émettre des emprunts en vue de procéder au remboursement, à la consolidation ou à la conversion des emprunts émis par elle ou par les collectivités ou anciens exploitants pour l'établissement des réseaux qui lui sont affectés.

Les propositions relatives auxdits emprunts sont soumises à l'approbation des ministres des travaux publics et des transports, de l'intérieur et des finances et des affaires économiques.

De même, les charges résultant des emprunts antérieurement contractés par les différentes collectivités pour l'établissement des réseaux affectés à la Régie sont remboursées par elle à ces collectivités.

La Régie peut recevoir des avances de l'Etat et des collectivités publiques.

A défaut de ces avances, la Régie peut, pour ses besoins de trésorerie, emprunter à court terme.

TITRE IV

Dispositions diverses.

Art. 13. — Le cahier des charges de la Régie autonome est approuvé par décret.

Art. 14. — Le contrôle administratif, technique, économique et financier de l'Etat sur les lignes et services exploités par la Régie est organisé par décret.

Art. 15. — Le ministre des travaux publics et des transports, le ministre des finances et des affaires économiques et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 23 septembre 1959.

MICHEL DEBRÉ.

Par le Premier ministre :

Le ministre des travaux publics et des transports,

ROBERT BURON.

Le ministre de l'intérieur,
PIERRE CHATENET.

Le ministre des finances et des affaires économiques,

ANTOINE PINAY.

Institution d'une commission de discipline compétente à l'égard du personnel contractuel de l'institut scientifique et technique des pêches maritimes.

Le ministre des travaux publics et des transports,

Vu le décret n° 56-1078 du 18 octobre 1956, et notamment l'article 16 ;

Sur la proposition du directeur de l'institut scientifique et technique des pêches maritimes,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Il est créé au siège central de l'institut scientifique et technique des pêches maritimes une commission de discipline compétente à l'égard des personnels contractuels de l'institut scientifique et technique des pêches maritimes.

Art. 2. — La composition de la commission est fixée comme suit :

a) *Membres représentants de l'administration.*

Titulaires.

Le directeur de l'institut scientifique et technique des pêches maritimes, président,

Le chef de service le plus ancien.

Suppléants.

Le chef de service suivant dans l'ordre d'ancienneté.

L'agent titulaire le plus ancien en service au siège central.

b) *Représentants du personnel.*

Les deux agents les plus anciens de la catégorie à laquelle appartient l'agent intéressé.

Le secrétariat de la commission est assuré par le chef du bureau administratif, ou, à défaut, l'agent désigné par le directeur.

Art. 3. — L'agent incriminé a le droit d'obtenir la communication intégrale de son dossier quinze jours avant la réunion de la commission de discipline.

Il peut présenter devant cette commission des explications écrites ou verbales et se faire assister d'un défenseur de son choix.

Art. 4. — L'avis de la commission est formulé à la majorité des voix des membres présents. En cas de partage égal des voix, la voix du président est prépondérante.

Le ministre est saisi de l'avis de la commission par l'envoi du procès-verbal de la réunion.